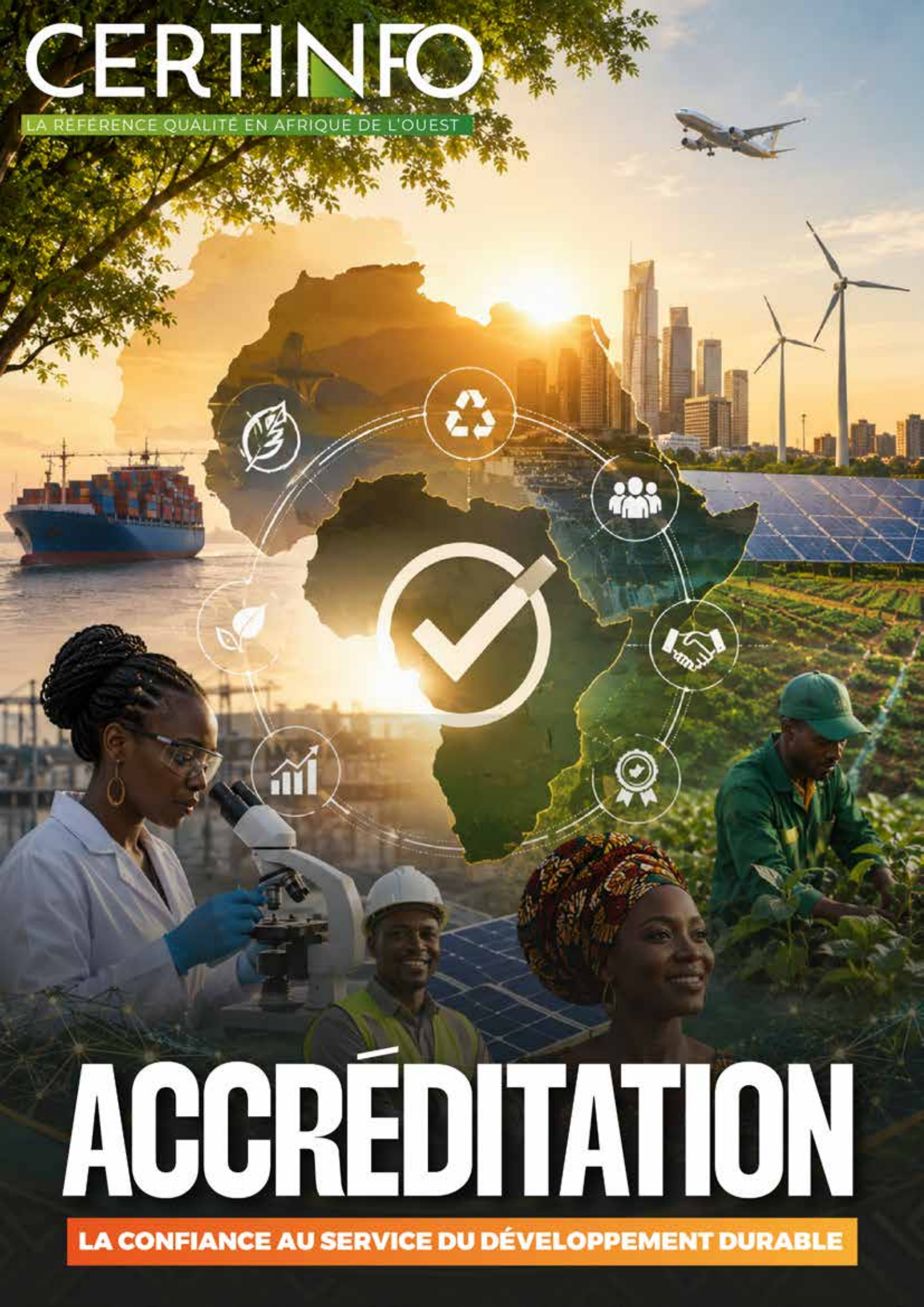


CERTINFO

LA RÉFÉRENCE QUALITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST



ACCREDITATION

LA CONFIANCE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

BNA en bref

BNA est le premier organisme de certification accrédité (ISO/IEC 17065, 17021-1 et 17029) en Afrique de l'Ouest et centrale. L'un des objectifs du bureau est de hisser les PME/PMI aux standards internationaux à travers des services d'évaluation de la conformité, de certification crédibles et sur mesure.

Divers services de certification sont ainsi développés par BNA : ISO 9001, ISO 22000, HACCP, GLOBALG.A.P., Rainforest Alliance (RA) et Journalism Trust Initiative (JTI). Outre ces services, BNA développe également des labels pour des organes nationaux et privés.

Le label NORMALISS, le label Fruits Qualité Côte d'Ivoire (LFQCI) et le label Genre et Compétitivité des Entreprises (GECE). L'organisme par sa maîtrise du contexte et de l'environnement des entreprises, développe des services de certification sur mesure. C'est aussi un processus d'évaluation transparent, rigoureux, impartial qui garantit la confiance de toutes les parties intéressées.

Enfin, BNA accorde une attention particulière à ses valeurs : l'éthique, la rigueur, la qualité et le respect de ses partenaires.

Audit et certification



Conception & développement de labels



Séminaires de formation



Etudes & projets





L'ACCRÉDITATION

bâtir la confiance pour accompagner les transformations de notre temps

La qualité est souvent perçue comme une exigence technique. Pourtant, au-delà des normes, des procédures et des évaluations, elle repose avant tout sur un élément fondamental : la confiance.

Confiance des consommateurs dans les produits et services qu'ils utilisent.

Confiance des entreprises dans les résultats qui leur sont fournis.

Confiance des autorités publiques dans les mécanismes qui contribuent à protéger les citoyens et à garantir le respect des exigences réglementaires.

Cette confiance ne peut être durable que lorsqu'elle s'appuie sur des preuves objectives de compétence, d'impartialité et de crédibilité. C'est précisément la mission de l'accréditation.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'accréditation, il nous paraît essentiel de rappeler que l'accréditation constitue aujourd'hui le socle de confiance de tout système de qualité performant. Elle permet de garantir que les organismes d'évaluation de la conformité disposent des compétences requises pour réaliser leurs missions conformément aux exigences reconnues aux niveaux national, régional et international.

Dans notre espace communautaire, le cadre réglementaire mis en place par l'UEMOA et les États membres a consacré l'accréditation comme un levier essentiel d'harmonisation, de compétitivité et de reconnaissance. Au-delà d'une obligation réglementaire, elle constitue un facteur de crédibilité pour les organisations et un véritable accélérateur de confiance pour les échanges économiques.

Cette année, cette célébration revêt, pour Bureau Norme Audit, une résonance particulière avec l'obtention de notre accréditation ISO/IEC 17029 pour la vérification des émissions de gaz à effet de serre dans l'aviation civile.

Cette reconnaissance témoigne de l'engagement constant de nos équipes à développer de nouvelles compétences et à répondre aux enjeux émergents auxquels font face

rôle des organismes d'évaluation de la conformité dans un monde où les attentes en matière de transparence, de responsabilité et de durabilité sont de plus en plus fortes.

Aujourd'hui, les défis climatiques invitent les États, les entreprises et les institutions à agir avec davantage de responsabilité. Mais agir ne suffit plus ; il faut également démontrer, mesurer et faire vérifier les résultats obtenus. Dans ce contexte, la crédibilité des données environnementales et des déclarations liées aux émissions de gaz à effet de serre devient un enjeu majeur.

Les mécanismes internationaux tels que CORSIA traduisent cette évolution. Ils rappellent que la confiance dans les engagements environnementaux repose désormais sur des processus rigoureux de surveillance, de déclaration et de vérification.

Pour l'Afrique, ces transformations représentent une opportunité importante de renforcer ses capacités techniques, de développer ses expertises et de consolider sa place dans les chaînes de valeur internationales. Elles nous invitent également à poursuivre nos efforts collectifs pour promouvoir une culture de qualité, de conformité et d'amélioration continue.

À travers cette édition de CERTINFO, nous avons souhaité mettre en lumière ces enjeux, tout en donnant la parole à des experts et à des acteurs engagés dans cette dynamique de transformation.

Je tiens enfin à saluer l'engagement de l'ensemble des collaborateurs de BNA ainsi que la confiance renouvelée de nos partenaires, clients et parties prenantes. Les avancées que nous célébrons aujourd'hui sont avant tout le fruit d'un travail collectif et d'une conviction partagée : celle que la qualité, lorsqu'elle est portée avec rigueur et responsabilité, constitue un puissant moteur de développement durable.

OLGA KOUASSI

Directrice Générale de Bureau Norme Audit



SOMMAIRE



LE DOSSIER

ACCRÉDITATION ISO/IEC 17029

VÉRIFICATION CORSIA

- 6 LE FAIT MARQUAND
- 10 CORSIA EN 5 QUESTIONS

GRANDE INTERVIEW

- 13 Le regard d'experts : M. Eugène KOFFI, Chef du Service SST et Durabilité de la SODEXAM
- 20 Interview : M. Ibrahima OUATTARA, Responsable développement & accréditation à BNA

COMMUNICATION - JMA

- 23 ACCRÉDITATION : le socle invisible de la confiance
Innovation, sécurité, compétitivité et durabilité au cœur des échanges de la Journée mondiale de l'accréditation 2026
- 27 L'oeil du communicateur : ce que j'ai appris en observant les organisations

LABELS EN ACTION

- 31 LABEL GECE : QUAND L'ÉGALITÉ DEVIENT UN LEVIER DE PERFORMANCE
- 33 NORMALISS : UN LABEL POUR RENFORCER LA CONFIANCE DANS L'ALIMENTATION

36 ACTUALITÉS



Poursuivez la lecture sur
www.bna-groupe.org

DOSSIER SPÉCIAL

BNA obtient son accréditation ISO/IEC 17029 pour la vérification des émissions de gaz à effet de serre dans l'aviation civile

CORSIA





LE FAIT MARQUANT

BNA obtient son accréditation ISO/IEC 17029 : une avancée majeure pour la vérification des émissions de gaz à effet de serre dans l'aviation civile

Bureau Norme Audit (BNA) vient de franchir une nouvelle étape dans son développement en obtenant son accréditation ISO/IEC 17029 pour les activités de vérification des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'aviation civile.

Délivrée par le Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC), cette reconnaissance vient confirmer la compétence, l'impartialité et la crédibilité de BNA pour réaliser des missions de vérification conformément aux exigences internationales applicables au secteur aéronautique.

Au-delà de la satisfaction légitime qu'elle suscite au sein des équipes, cette accréditation représente surtout une réponse concrète à l'évolution des exigences mondiales en matière de climat, de développement durable et de conformité environnementale.

Une reconnaissance qui s'inscrit dans un contexte mondial en pleine évolution

Partout dans le monde, les enjeux liés au changement climatique occupent désormais une place centrale dans les politiques publiques et les stratégies des organisations.

Le secteur de l'aviation civile, longtemps considéré comme un secteur difficile à décarboner, est aujourd'hui engagé dans une dynamique de transformation visant à mieux maîtriser son empreinte environnementale. Sous l'impulsion de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), plusieurs mécanismes ont été mis en place afin de renforcer la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre.

Parmi eux figure le dispositif CORSIA (Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation), qui impose

aux opérateurs concernés de faire vérifier leurs données d'émissions par des organismes compétents et reconnus.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'accréditation obtenue par BNA.

Une nouvelle expertise au service des acteurs du secteur aéronautique

Grâce à cette accréditation, BNA est désormais habilitée à intervenir dans un domaine à forte valeur stratégique où la fiabilité des données environnementales devient un enjeu majeur.

Pour les compagnies aériennes, les gestionnaires d'aéroports et les différents acteurs de l'écosystème aéronautique, la vérification indépendante des émissions de gaz à effet de serre constitue aujourd'hui bien plus qu'une obligation réglementaire : elle est devenue un facteur de crédibilité, de confiance et de compétitivité.

Dans ce contexte, la disponibilité d'une expertise reconnue au niveau régional contribue à renforcer les capacités du continent africain à répondre aux exigences internationales tout en favorisant l'émergence de solutions de proximité adaptées aux réalités locales.

Une contribution à la confiance et à la compétitivité

Dans un environnement où les exigences réglementaires se renforcent et où les marchés accordent une importance croissante à la fiabilité des informations environnementales, l'accréditation apparaît plus que jamais comme un gage de confiance.

Elle permet de garantir que les activités de vérification sont réalisées selon des règles reconnues, par des organismes compétents et impartiaux, dont les résultats peuvent être acceptés et reconnus au-delà des frontières nationales.

Pour BNA, cette nouvelle accréditation marque ainsi bien plus qu'une reconnaissance technique. Elle témoigne d'une vision : celle d'une Afrique capable de développer ses propres expertises, de répondre aux standards internationaux et de jouer pleinement son rôle dans les grandes transitions qui façonnent l'avenir.

EN BREF

- **Accréditation : ISO/IEC 17029**
- **Domaine :** Vérification des émissions de gaz à effet de serre
- **Secteur concerné :** Aviation civile
- **Référentiel international :** CORSIA (OACI)
- **Organisme d'accréditation :** SOAC
- **Enjeu principal :** Garantir la crédibilité et la reconnaissance des vérifications environnementales



POURQUOI CETTE ACCRÉDITATION EST IMPORTANTE ?

Une reconnaissance qui dépasse le cadre de BNA

L'obtention, par Bureau Norme Audit (BNA), de l'accréditation ISO/IEC 17029 pour la vérification des émissions de gaz à effet de serre dans l'aviation civile constitue une avancée significative pour notre organisme. Mais au-delà de cette reconnaissance, c'est toute une dynamique de développement des compétences, de renforcement de la confiance et de promotion de la conformité environnementale qui se trouve consolidée.

Délivrée par le Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC), cette accréditation atteste de notre capacité à réaliser des activités de vérification selon des exigences reconnues à l'échelle internationale, notamment dans le cadre du mécanisme CORSIA de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI).

Sa portée dépasse largement les frontières de notre organisation.

Pour BNA : anticiper les besoins de demain

Cette accréditation s'inscrit dans la volonté de BNA d'accompagner les évolutions du marché et les nouveaux défis auxquels sont confrontées les organisations.

Les questions liées au climat, à la durabilité et à la transparence environnementale occupent désormais une place centrale dans les stratégies des entreprises et des institutions. Face à ces enjeux, les besoins en matière de validation, de vérification et d'évaluation indépendante ne cessent de croître.

L'obtention de cette accréditation nous permet de développer de nouvelles expertises, d'élargir notre champ d'intervention et de renforcer notre positionnement en tant qu'acteur de référence de l'évaluation de la conformité.

Elle traduit également notre volonté permanente d'investir dans l'innovation, la compétence et l'amélioration continue afin d'offrir aux organisations des services conformes aux



Pour la Côte d'Ivoire : renforcer l'expertise nationale

Cette reconnaissance représente également une opportunité importante pour la Côte d'Ivoire.

Le développement de compétences accréditées dans le domaine de la vérification des émissions de gaz à effet de serre contribue à renforcer les capacités techniques nationales dans un secteur appelé à jouer un rôle croissant dans les années à venir.

Disposer localement d'une expertise reconnue permet non seulement de rapprocher les services des acteurs concernés, mais aussi de consolider la souveraineté technique du pays dans des domaines stratégiques liés à l'environnement, à la qualité et à la conformité réglementaire.

Cette évolution participe également au rayonnement de la Côte d'Ivoire au sein de l'espace UEMOA et du continent africain, en démontrant sa capacité à développer des compétences répondant aux exigences des référentiels internationaux.

Pour l'Afrique : construire une expertise crédible et reconnue

Les engagements climatiques et les exigences environnementales deviennent progressivement des facteurs déterminants de compétitivité pour les économies africaines.

Dans ce contexte, le continent a besoin d'expertises locales solides, capables d'accompagner les organisations dans leur mise en conformité avec les mécanismes internationaux de surveillance, de déclaration et de vérification des émissions.

L'accréditation obtenue par BNA s'inscrit dans cette dynamique de renforcement des capacités africaines. Elle démontre que les compétences du continent peuvent répondre aux standards internationaux les plus exigeants et contribuer efficacement à la crédibilité des dispositifs de conformité environnementale.

Au-delà de notre organisation, cette avancée participe à la construction d'un écosystème africain de la qualité plus robuste, plus crédible et davantage intégré aux grandes dynamiques internationales.



Une responsabilité tournée vers l'avenir

Cette accréditation constitue certes une reconnaissance, mais elle représente également une responsabilité.

Elle nous engage à maintenir un haut niveau d'exigence, à poursuivre le développement de nos compétences et à contribuer activement à la promotion d'une culture de qualité, de confiance et de durabilité.

Car au-delà des normes et des référentiels, l'enjeu demeure le même : renforcer la crédibilité des évaluations, inspirer confiance aux parties prenantes et accompagner les organisations dans leur quête de performance durable.





BNA est accrédité

ISO/IEC 17029

N° VV25002

**pour la vérification CORSIA : des
émissions de CO2 des exploitants
d'avions**

► **VÉRIFICATION CORSIA**

*programme de réduction et de compensation
des CO2 du secteur de l'aviation internationale*



CORSIA EN 5 QUESTIONS

Face aux défis du changement climatique, le secteur de l'aviation civile est appelé à contribuer davantage aux efforts mondiaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Pour répondre à cet enjeu, l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) a mis en place CORSIA, un mécanisme devenu incontournable pour les acteurs du transport aérien international

Qu'est-ce que CORSIA ?

CORSIA (Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation) est un mécanisme mondial adopté par les États membres de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) afin de maîtriser les émissions de CO₂ générées par l'aviation internationale.

Il repose sur un système de surveillance, de déclaration et de vérification des émissions produites par les compagnies aériennes concernées. Lorsque certaines conditions sont réunies, les exploitants doivent également mettre en œuvre des mesures de compensation carbone conformément aux règles définies par l'OACI.

CORSIA constitue aujourd'hui le premier mécanisme mondial de réduction et de compensation des émissions de carbone mis en place pour un secteur économique spécifique.

Pourquoi CORSIA a-t-il été créé ?

Le transport aérien joue un rôle essentiel dans les échanges commerciaux, le tourisme et la mobilité internationale. Toutefois, il contribue également aux émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Face aux engagements internationaux en matière de lutte contre le changement climatique, les États membres de l'OACI ont adopté CORSIA afin de concilier la croissance du transport aérien et la responsabilité environnementale.

Le mécanisme vise notamment à :

- améliorer la maîtrise des émissions de CO₂ du secteur aéronautique ;
- renforcer la transparence des données environnementales ;
- encourager les opérateurs à réduire leur empreinte carbone ;
- contribuer aux objectifs internationaux de développement durable ;
- favoriser une croissance plus durable du transport aérien.

Qui est concerné par CORSIA ?

Si les obligations de déclaration et de vérification concernent principalement les compagnies aériennes effectuant des vols internationaux, CORSIA mobilise en réalité un large éventail d'acteurs du secteur aéronautique et de l'écosystème de l'évaluation de la conformité.

Sont notamment concernés :

- les compagnies aériennes, qui doivent surveiller, déclarer et faire vérifier leurs émissions de CO₂ ;

- les autorités de l'aviation civile, chargées de la supervision et de la mise en œuvre du mécanisme ;

- les administrations publiques, impliquées dans les politiques climatiques, environnementales et de transport ;

- les gestionnaires d'aéroports, engagés dans des démarches croissantes de performance environnementale ;

- les prestataires de services aéronautiques et les entreprises du secteur aérien ;

- les organismes météorologiques, dont certaines données peuvent contribuer aux analyses et évaluations du secteur ;

- les organismes de validation et de vérification, chargés de vérifier l'exactitude des données déclarées ;

- les organismes d'accréditation, qui garantissent la compétence et l'impartialité des organismes de vérification ;

- les responsables Qualité, Environnement, Climat et RSE, impliqués dans les démarches de conformité environnementale ;

- les partenaires techniques et financiers, de plus en plus attentifs à la crédibilité des engagements climatiques.

Ainsi, au-delà des compagnies aériennes, CORSIA contribue à structurer tout un écosystème autour de la fiabilité des données environnementales et de la transition écologique du secteur aéronautique.



Quelles sont les principales obligations des compagnies aériennes ?

Les exploitants concernés doivent respecter plusieurs exigences essentielles :

- surveiller et mesurer leurs émissions de gaz à effet de serre ;
- établir des rapports d'émissions conformément aux exigences de l'OACI ;
- faire vérifier ces rapports par un organisme indépendant compétent ;
- transmettre les rapports vérifiés aux autorités compétentes ;
- respecter, le cas échéant, les obligations de compensation prévues par le mécanisme.

La qualité et la fiabilité des données déclarées constituent un élément fondamental du dispositif.

Pourquoi la vérification indépendante est-elle indispensable ?

La crédibilité de CORSIA repose sur la confiance accordée aux données déclarées.

Les informations relatives aux émissions de gaz à effet de serre servent de base aux obligations réglementaires, aux mécanismes de compensation et aux engagements environnementaux des compagnies aériennes. Elles doivent donc être fiables, exactes et vérifiables.

La vérification indépendante permet de :

- confirmer l'exactitude des données déclarées ;
- renforcer la transparence du système ;
- garantir l'impartialité de l'évaluation ;
- réduire les risques d'erreurs ou de contestations ;
- assurer la crédibilité des engagements environnementaux.

C'est pourquoi les organismes chargés de ces vérifications doivent démontrer leur compétence, leur impartialité et leur conformité aux exigences internationales à travers une accréditation reconnue.

À RETENIR

CORSIA repose sur trois principes fondamentaux :

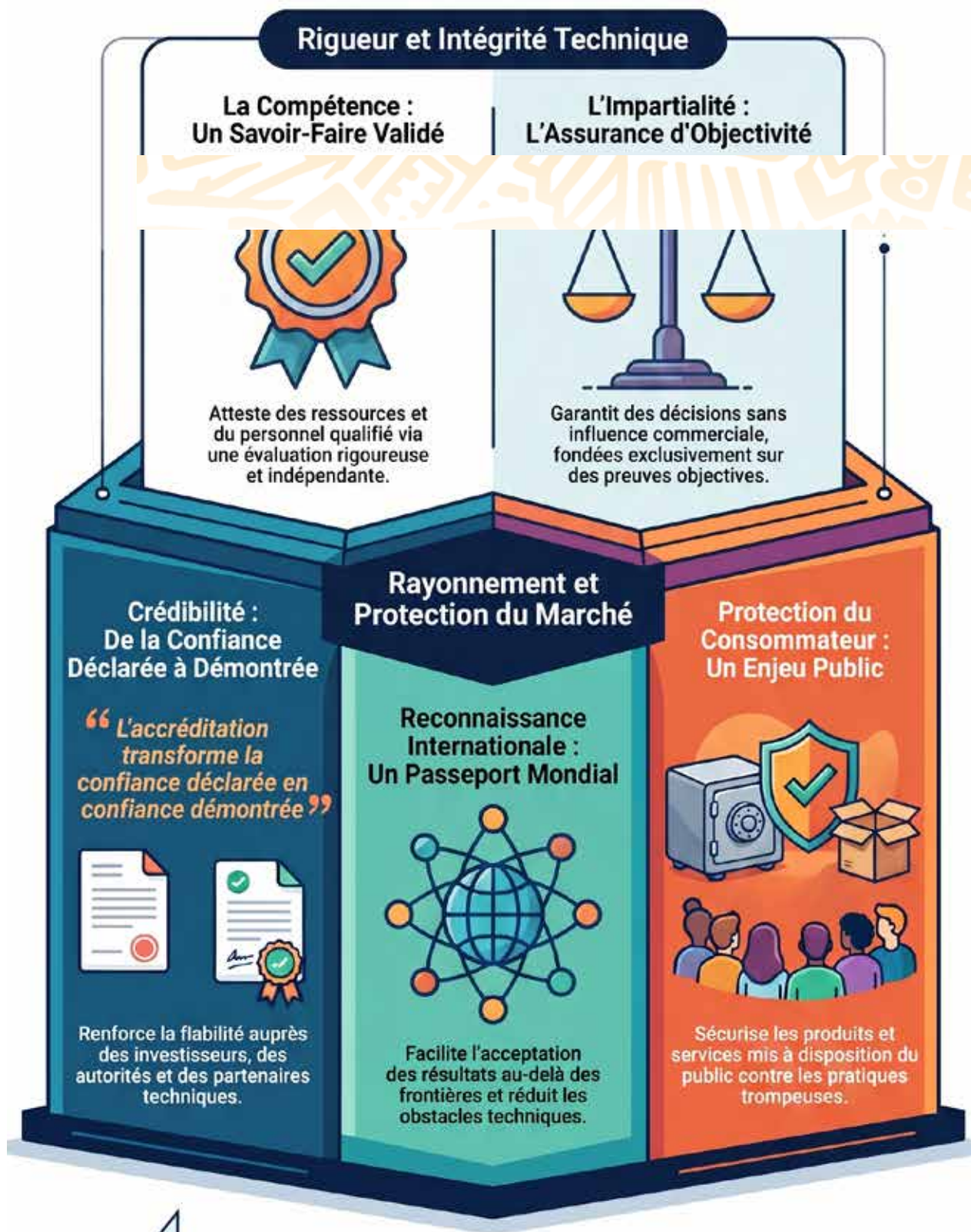
- Mesurer les émissions ;
- Déclarer les résultats ;
- Faire vérifier les données par un organisme compétent et accrédité.

Une démarche essentielle pour renforcer la confiance, la transparence et la crédibilité des engagements climatiques du secteur aéronautique international.



L'ACCRÉDITATION : LE SOCLE DE LA CONFIANCE

Pourquoi l'accréditation est-elle essentielle ?



Message Clé : L'accréditation n'est pas une simple formalité administrative, mais le fondement de la transparence et un levier essentiel de compétitivité.



KOFFI EUGÈNE

Chef du Service SST et Durabilité de la SODEXAM

REGARD D'EXPERT

Comment l'aviation africaine peut-elle conjuguer sécurité, performance et transition écologique ? M. Eugène KOFFI, Chef du Service SST et Durabilité de la SODEXAM, livre son analyse sur les défis environnementaux, le mécanisme CORSIA et les perspectives d'une aviation plus durable.

Pouvez-vous nous présenter brièvement les missions de la SODEXAM plus précisément du Service SST et Durabilité de la SODEXAM et son rôle dans la prise en compte des enjeux environnementaux ?

► PRÉSENTATION DE LA SODEXAM

La Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM) est une entreprise publique de Côte d'Ivoire placée anciennement sous la tutelle du Ministère chargé des Transports et désormais sous celle du ministère des infrastructures et de l'entretien routier.

Dirigée par M. Abdul SYLLA, Directeur Général par intérim depuis janvier 2026, la SODEXAM a pour mission principale de fournir les services météorologiques, aéronautiques et aéroportuaires nécessaires à la sécurité de la navigation aérienne, tout en contribuant au développement socio-économique du pays à travers la production et la diffusion d'informations météorologiques fiables au bénéfice des secteurs tels que l'agriculture, les transports, la gestion des risques de catastrophes, l'environnement et le développement durable. Elle a aussi une mission de médecine aéroportuaire et aéronautique. La SODEXAM dispose d'un centre médical de pointe à Abidjan qui accueille en plus du personnel navigant, toute personne désireuse d'obtenir des soins de qualité.

Présente sur l'ensemble du territoire national à travers plusieurs plateformes aéroportuaires et stations météorologiques, la SODEXAM s'inscrit aujourd'hui dans une dynamique de modernisation, d'innovation et de responsabilité sociétale, avec l'ambition de devenir une référence sous-régionale dans ses domaines de compétence.

Certifiée en ISO 9001:2015 pour ces activités météorologiques, la SODEXAM est depuis ce mois de juin certifiée pour l'ensemble de ces activités. Elle est la première entreprise publique de Côte d'Ivoire à adopter une démarche RSE et une stratégie ESG.

► PRÉSENTATION DU SERVICE SST ET DURABILITÉ

Le Service Santé, Sécurité au Travail (SST) et Durabilité est rattaché à la Direction de la Conformité de la SODEXAM.

Sa mission est de promouvoir un environnement de travail sûr, sain et durable pour l'ensemble des collaborateurs, tout en accompagnant l'entreprise dans la mise en œuvre de sa stratégie de Responsabilité Sociétale (RSE) et de développement durable.

À ce titre, le service pilote notamment les actions de prévention des risques professionnels, le déploiement du système de management de la santé et de la sécurité au travail, la sensibilisation du personnel, ainsi que la coordination des initiatives environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).

Le service contribue également à l'élaboration des rapports de durabilité, au suivi des engagements RSE de la SODEXAM et au développement de partenariats stratégiques avec des institutions nationales et internationales engagées dans la promotion du développement durable sous la responsabilité de la Directrice de la Conformité.

Le changement climatique est aujourd'hui au cœur des préoccupations du secteur aéronautique mondial. Comment cette évolution est-elle perçue par les acteurs de l'aviation civile en Côte d'Ivoire et en Afrique ?

Le changement climatique est désormais considéré comme un enjeu stratégique majeur pour l'aviation civile en Afrique et en Côte d'Ivoire. Ses effets, notamment les phénomènes météorologiques extrêmes, les fortes chaleurs et les pluies intenses, impactent directement la sécurité des vols et la résilience des infrastructures aéroportuaires.

Face à ces défis, les acteurs du secteur renforcent progressivement leurs actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation climatique, sous l'impulsion de l'OACI et de l'ACI. En Côte d'Ivoire, la SODEXAM contribue à cette dynamique à travers ses services météorologiques, ses initiatives de développement durable et son engagement dans des programmes de gestion de l'empreinte carbone des aéroports. L'enjeu aujourd'hui est de construire une aviation plus résiliente, plus sûre et plus respectueuse de l'environnement.



Quels sont, selon vous, les principaux défis environnementaux auxquels sont confrontés les aéroports et les opérateurs du secteur aéronautique africain ?

Les aéroports et les opérateurs du secteur aéronautique africain font face à plusieurs défis environnementaux majeurs : la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation des infrastructures aux effets du changement climatique, la gestion durable des déchets, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la préservation de la biodiversité et la maîtrise du risque aviaire.

À ces enjeux s'ajoute la question cruciale du financement de la transition écologique, nécessaire pour moderniser les infrastructures et déployer des solutions durables. Malgré ces contraintes, ces défis constituent également des opportunités pour construire une aviation africaine plus résiliente, compétitive et respectueuse de l'environnement.





Pourquoi la mesure, le suivi et la vérification des émissions de gaz à effet de serre sont-ils devenus des enjeux stratégiques pour l'industrie aéronautique ?

La mesure, le suivi et la vérification des émissions de gaz à effet de serre sont devenus des enjeux stratégiques pour l'aviation, car ils constituent la base de toute démarche de décarbonation.

Ils permettent d'identifier les principales sources d'émissions, de définir des objectifs de réduction et de suivre les progrès réalisés. Cette exigence répond notamment aux obligations internationales telles que le mécanisme CORSIA de l'OACI, mais également aux attentes croissantes des investisseurs et partenaires en matière de performance environnementale.

Au-delà de la conformité réglementaire, la mesure des émissions favorise une meilleure gouvernance, renforce la compétitivité des organisations et facilite l'accès à des programmes tels que l'Airport Carbon Accreditation (ACA). Elle est aujourd'hui un véritable outil de pilotage pour construire une aviation plus durable.

Quel rôle jouent les données météorologiques et environnementales dans les démarches de réduction des émissions et d'adaptation aux changements climatiques ?

Les données météorologiques et environnementales sont essentielles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et renforcer la résilience du secteur aéronautique face au changement climatique.

Elles permettent d'optimiser les opérations aériennes, de réduire la consommation de carburant, d'anticiper les risques climatiques et d'adapter les infrastructures aéroportuaires. Elles contribuent également au suivi de l'empreinte carbone et à la mise en place de systèmes d'alerte précoce face aux événements météorologiques extrêmes.

Pour la SODEXAM, ces données constituent un levier stratégique qui soutient à la fois la sécurité aérienne, la performance environnementale et l'adaptation du secteur aux défis climatiques.



« La certification ne valide pas seulement un niveau de qualité : elle installe une discipline organisationnelle durable »

Le mécanisme CORSIA de l'OACI s'impose progressivement comme une référence mondiale en matière de gestion des émissions du transport aérien international. Quel regard portez-vous sur cette initiative et ses implications pour l'Afrique ?

Le mécanisme CORSIA de l'OACI constitue aujourd'hui un cadre mondial de référence pour la mesure, la déclaration et la réduction des émissions de CO₂ du transport aérien international. Au-delà de son volet réglementaire, il encourage le développement de solutions innovantes telles que les carburants d'aviation durables (SAF) et les technologies bas carbone.

Pour l'Afrique, CORSIA représente à la fois un défi de renforcement des capacités techniques et une importante opportunité économique. La Côte d'Ivoire, en particulier, dispose d'atouts majeurs grâce à ses productions agricoles. En tant que premier exportateur mondial de noix de cajou et troisième producteur mondial de caoutchouc naturel, elle génère d'importants volumes de sous-produits valorisables, notamment la coque de noix de cajou, la graine d'hévéa et les déchets issus de la transformation du manioc. Ces ressources pourraient contribuer au développement d'une filière nationale de SAF, créatrice d'emplois, de valeur ajoutée et de revenus pour les producteurs.

J'invite ainsi les organisations professionnelles, notamment la FPH-CI, les industriels, les centres de recherche et les pouvoirs publics à saisir cette opportunité stratégique. Avec la montée en puissance des exigences environnementales dans l'aviation, la sous-région ouest-africaine représente un marché prometteur pour les carburants d'aviation durables, et la Côte d'Ivoire dispose des atouts nécessaires pour y jouer un rôle de premier plan.

Les acteurs africains de l'aviation civile sont-ils suffisamment préparés à répondre aux nouvelles exigences de conformité environnementale qui se dessinent à l'échelle internationale ?

Les acteurs africains de l'aviation civile ont amorcé leur transition vers les nouvelles exigences environnementales, mais leur niveau de préparation reste variable. De nombreux aéroports et compagnies aériennes intègrent désormais les enjeux climatiques à travers des programmes comme l'Airport Carbon Accreditation (ACA) et le mécanisme CORSIA.

Toutefois, des défis importants subsistent, notamment le renforcement des capacités techniques, le financement de la transition écologique et le développement de solutions innovantes adaptées aux réalités africaines.

Malgré ces contraintes, l'Afrique dispose d'atouts considérables, notamment ses ressources naturelles, son potentiel en énergies renouvelables et ses matières premières agricoles pouvant soutenir le développement des carburants d'aviation durables (SAF).



La Côte d'Ivoire, avec ses filières anacarde, hévéa et manioc, possède un potentiel réel pour contribuer à cette dynamique. L'enjeu est désormais de transformer les contraintes environnementales en opportunités de développement, à travers des partenariats renforcés entre les acteurs du secteur aéronautique, les centres de recherche, les filières agricoles et les institutions financières.

Le mécanisme CORSIA ouvre de nouvelles perspectives pour les acteurs techniques du secteur aéronautique. Dans ce contexte, la SODEXAM envisage-t-elle de renforcer ses capacités ou d'engager de nouvelles démarches en matière de qualité, de durabilité et de conformité environnementale afin d'accompagner ces évolutions ?

La SODEXAM considère les évolutions liées au CORSIA et à la transition écologique du transport aérien comme une opportunité de renforcer ses capacités et son positionnement. Déjà engagée dans une démarche structurée de développement durable, elle a mis en place une stratégie RSE, produit son premier rapport de durabilité, déployé des indicateurs ESG et obtenu l'accréditation ACA niveau 1 sur plusieurs plateformes aéroportuaires.

Dans cette dynamique, la SODEXAM entend renforcer ses compétences en matière de mesure des émissions de gaz à effet de serre, d'analyse des données climatiques, de résilience des infrastructures aéroportuaires, de carburants d'aviation durables (SAF) et d'intégration des critères ESG. Elle ambitionne également de développer davantage les partenariats avec les organisations internationales, les universités et les centres de recherche, tout en contribuant aux réflexions nationales sur la valorisation des ressources agricoles ivoiriennes telles que l'hévéa, l'anacarde, le palmier à huile et le manioc pour la production future de SAF.

L'objectif est de faire de la SODEXAM une référence régionale en matière de durabilité, de résilience climatique et d'innovation environnementale au service de l'aviation civile.



Pensez-vous que les démarches de certification, de vérification et de reconnaissance des compétences techniques deviendront à l'avenir des facteurs clés de compétitivité pour les organisations du secteur aéronautique africain ?

Oui, j'en suis profondément convaincu. Les démarches de certification, de vérification et de reconnaissance des compétences techniques deviendront, dans les années à venir, des facteurs déterminants de compétitivité pour les organisations du secteur aéronautique africain.

Le secteur aérien est l'un des secteurs les plus réglementés au monde. La confiance, la sécurité, la qualité et la conformité y occupent une place centrale. Dans un environnement marqué par des exigences croissantes en matière de sécurité, d'environnement, de cybersécurité, de qualité de service et de développement durable, les organisations qui seront capables de démontrer objectivement leur niveau de performance disposeront d'un avantage concurrentiel significatif.

Les certifications internationales telles que l'ISO 9001 pour la qualité, l'ISO 45001 pour la santé et la sécurité au travail, l'ISO 14001 pour l'environnement ou encore les accréditations sectorielles comme l'Airport Carbon Accreditation (ACA) constituent aujourd'hui de véritables gages de crédibilité auprès des partenaires, des investisseurs, des compagnies aériennes et des organismes internationaux.

De la même manière, les mécanismes de vérification indépendants, notamment dans le cadre du CORSIA, des bilans carbone ou des rapports de durabilité, deviennent progressivement incontournables. Les parties prenantes ne se contentent plus d'engagements déclaratifs ; elles attendent désormais des preuves, des données fiables et des résultats vérifiés.

La reconnaissance des compétences techniques représente également un enjeu majeur. Les organisations qui investiront dans la formation, la qualification et la certification de leurs ressources humaines seront mieux préparées à répondre aux évolutions réglementaires et technologiques du secteur. Dans un domaine où les compétences spécialisées sont parfois rares, disposer de personnels qualifiés et reconnus constitue un véritable avantage stratégique.

Pour l'Afrique, cette évolution représente une opportunité importante. Elle peut contribuer à renforcer la crédibilité des institutions africaines, à améliorer leur attractivité auprès des partenaires internationaux et à favoriser le transfert de compétences. Elle permettra également aux organisations africaines de mieux s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales du transport aérien.

À la SODEXAM, nous sommes convaincus que la performance durable repose sur trois piliers indissociables : la compétence, la conformité et l'amélioration continue. C'est pourquoi nous poursuivons nos efforts de renforcement des capacités, de modernisation de nos systèmes de management et d'alignement sur les meilleures pratiques internationales.

À l'avenir, les organisations qui réussiront ne seront pas nécessairement les plus grandes, mais celles qui sauront démontrer leur capacité à respecter les standards internationaux, à innover et à inspirer confiance. Dans ce contexte, les certifications, les vérifications indépendantes et la reconnaissance des compétences techniques ne seront plus seulement des outils de conformité ; elles deviendront de véritables leviers de compétitivité et de différenciation pour l'aviation africaine.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'accréditation, quel message souhaiteriez-vous adresser aux organisations engagées dans des démarches de qualité, de conformité et de développement durable ?

À l'occasion de la Journée mondiale de l'accréditation, je voudrais adresser un message d'encouragement et de confiance à toutes les organisations qui se sont engagées dans des démarches de qualité, de conformité et de développement durable.

Dans un environnement de plus en plus exigeant et compétitif, la qualité ne doit plus être perçue comme une simple obligation administrative ou réglementaire. Elle constitue un véritable levier de performance, de crédibilité et de création de valeur. Les démarches d'accréditation, de certification et d'évaluation de la conformité permettent aux organisations de démontrer leur compétence, leur fiabilité et leur engagement envers l'excellence.

J'invite donc les entreprises, les administrations publiques, les laboratoires, les organismes d'inspection et l'ensemble des acteurs économiques africains à considérer ces démarches non pas comme une contrainte, mais comme un investissement stratégique pour l'avenir.

Le thème de l'accréditation trouve aujourd'hui une résonance particulière dans le contexte du développement durable. Les défis liés au changement climatique, à la transition énergétique, à la sécurité, à la santé, à la gouvernance et à la responsabilité sociétale exigent des organisations qu'elles s'appuient sur des systèmes robustes, transparents et reconnus internationalement.

Je voudrais également souligner que l'Afrique dispose de talents, de compétences et d'un potentiel considérable. Pour transformer ce potentiel en avantage compétitif durable, nous devons continuer à investir dans le renforcement des capacités, la formation, l'innovation, la normalisation et la reconnaissance des compétences techniques.

À la SODEXAM, sous le leadership du Directeur Général par intérim, Monsieur Abdul SYLLA, nous sommes convaincus que la confiance se construit par la preuve, la compétence et l'amélioration continue. C'est pourquoi nous poursuivons nos efforts pour renforcer nos systèmes de management, développer nos expertises et aligner nos pratiques sur les meilleurs standards internationaux.

Cette vision s'est récemment traduite par une avancée majeure pour notre institution. En effet, au cours du mois de juin 2026, la SODEXAM a obtenu un avis favorable pour la certification ISO 9001:2015 de l'ensemble de ses activités, marquant ainsi une étape historique dans son engagement en faveur de la qualité et de la satisfaction de ses parties prenantes.

Ce résultat est le fruit d'un engagement collectif de l'ensemble des directions et des collaborateurs de l'entreprise, sous l'impulsion de la Direction Générale. Il témoigne également du travail remarquable de la Direction de la Conformité, conduite avec professionnalisme et détermination par Madame Audrey BITOMO, qui a piloté ce processus de certification avec rigueur et efficacité.

Cette reconnaissance vient confirmer la volonté de la SODEXAM de s'inscrire durablement dans une dynamique d'excellence opérationnelle, de conformité, de performance et d'amélioration continue au service de l'aviation civile, de la météorologie et du développement durable en Côte d'Ivoire.

À travers cette certification, la SODEXAM réaffirme son ambition de demeurer une institution de référence, capable de répondre aux exigences nationales et internationales tout en créant de la valeur pour ses clients, ses partenaires, ses collaborateurs et les communautés qu'elle sert.

Enfin, j'invite toutes les organisations à faire de la qualité, de la conformité et du développement durable non seulement des objectifs de gestion, mais de véritables valeurs de gouvernance. Car dans le monde de demain, la performance ne se mesurera plus uniquement à travers les résultats économiques, mais également à travers la capacité des organisations à créer durablement de la valeur pour leurs collaborateurs, leurs clients, leurs communautés et leur environnement.

Bonne Journée mondiale de l'accréditation à tous les acteurs engagés dans la construction d'organisations plus performantes, plus responsables et plus durables.





AU SERVICE DE LA
**PERFORMANCE ET DE
LA SÉCURITÉ AÉROPORTUAIRE**



**DES EXPERTISES CLÉS
POUR DES AÉROPORTS PERFORMANTS ET DURABLES**



Contrôle
de la circulation
aérienne



Sécurité
incendie



Météorologie
aéronautique



Télécommunications
aéronautiques



Gestion et entretien
des infrastructures
aéroportuaires



Assistance
au sol



Développement
et investissements
durables



SODEXAM,
PARTENAIRE DE CONFIANCE
POUR UN CIEL PLUS SÛR
ET UN AVENIR DURABLE.



Aéroport International
Félix HOUPOUET BOIGNY
Abidjan - Côte d'Ivoire



+225 27 21 75 76 00
+225 07 07 01 64 64



www.sodexam.com



OUATTARA IBRAHIMA

Responsable Accréditation & Développement à BNA



“ *Derrière chaque accréditation, il y a un engagement collectif, de la rigueur et une volonté permanente de progresser ?* ”

BNA a récemment obtenu une nouvelle accréditation pour la vérification des émissions de gaz à effet de serre dans l'aviation civile. Que représente cette reconnaissance pour l'organisme ?

Cette accréditation représente une étape importante et stratégique pour BNA. Elle vient consacrer plusieurs années de travail rigoureux sur la mise en conformité de notre système de management avec les exigences internationales, notamment la norme ISO/IEC 17029 et les référentiels spécifiques à la vérification des gaz à effet de serre dans le cadre du programme CORSIA.

Concrètement, cela signifie que les compétences de BNA sont désormais reconnues pour effectuer la vérification des déclarations d'émissions de CO₂ dans l'aviation civile ; une obligation réglementaire qui est dans sa phase d'application pour le secteur, en Côte d'Ivoire comme dans la sous-région.

Pour notre organisme, c'est d'abord une reconnaissance de la compétence technique de notre équipe de vérification, qui est composée d'experts dans le domaine. C'est aussi un signal fort envoyé au marché : BNA n'est plus seulement un acteur généraliste de la certification, mais devient un partenaire crédible sur les enjeux climatiques et environnementaux, qui prennent une place grandissante dans les standards internationaux

Enfin, c'est une fierté pour la Côte d'Ivoire : disposer localement d'un organisme accrédité sur ce périmètre évite aux opérateurs de devoir recourir à des vérificateurs étrangers, avec les coûts et les délais que cela implique.

Comment est née cette démarche d'accréditation ?

L'idée est partie d'un constat simple : le secteur aérien est soumis à des obligations de déclaration et de vérification carbone de plus en plus strictes, et il existait peu d'organismes capables d'offrir ce service localement, en Afrique de l'Ouest en particulier. Nous avons identifié à la fois un besoin réel du marché et une opportunité de positionner BNA comme un acteur de référence sur les enjeux de durabilité.

La motivation était double : répondre à une demande émergente et renforcer notre portée d'accréditation sur des schémas en lien avec le développement durable, en cohérence avec notre vision à long terme

Quels étaient les principaux enjeux stratégiques ?

Trois enjeux majeurs ont guidé notre démarche. D'abord, un enjeu de crédibilité : démontrer notre

Ensuite, un enjeu de positionnement : être parmi les premiers organismes de la sous-région à faire la vérification et la validation des émissions des gaz à effet de serre. Enfin, un enjeu de compétences : structurer une équipe de vérificateurs formés et qualifiés sur un domaine technique encore peu répandu localement, celui de la vérification des émissions de GES.

Quelles ont été les principales difficultés rencontrées ?

La principale difficulté a été la technicité du référentiel lui-même. La vérification des émissions de GES dans l'aviation exige une compréhension fine de méthodologies de calcul, de facteurs d'émission, et de processus de collecte de données souvent complexes chez les opérateurs. La coordination entre les exigences ISO/IEC 17029, les lignes directrices CORSIA et nos procédures internes existantes a également demandé un travail de mise en cohérence important.

Quels enseignements tirez-vous personnellement de cette expérience ?

J'en retiens d'abord l'importance de la préparation collective : aucune accréditation ne se construit seule, elle est le fruit du travail.



Qu'est-ce qui vous a le plus marqué ou satisfait dans cette aventure ?

Quelles opportunités cette accréditation ouvre-t-elle ?

Ce qui m'a le plus marqué, c'est de voir l'engagement de toutes les équipes mobilisées autour de cet objectif commun, chacun avec ses compétences et son rôle, malgré les délais qui étaient assez courts. La satisfaction la plus forte est venue au moment où nous avons reçu la confirmation de l'accréditation : c'est la reconnaissance de mois d'efforts, mais c'est surtout la preuve que notre organisme peut relever des défis techniques de haut niveau et s'inscrire durablement dans des enjeux mondiaux comme la lutte contre le changement climatique.

Pour BNA, cette accréditation élargit notre portée de services et nous positionne comme un acteur de référence sur les enjeux climatiques dans le secteur aérien en Afrique de l'Ouest. Pour les compagnies aériennes et opérateurs concernés par CORSIA, cela signifie un accès local à un service de vérification crédible, sans avoir à recourir systématiquement à des organismes internationaux. Plus largement, pour l'écosystème de la qualité en Afrique, c'est une preuve supplémentaire que nos organismes peuvent atteindre les standards internationaux les plus exigeants, et contribuer activement aux engagements climatiques mondiaux depuis le continent.

Quels ont été les facteurs clés de succès ?

Je citerais en premier lieu l'engagement de la direction, qui a soutenu le projet de bout en bout en y allouant les ressources nécessaires. Ensuite, la formation continue des équipes, indispensable pour maîtriser un référentiel technique exigeant. Il faut également souligner la rigueur dans la gestion documentaire et le respect scrupuleux des exigences d'impartialité et de compétence. Enfin, l'esprit d'équipe et la communication transversale entre les différents services de BNA ont été déterminants : une accréditation réussie est toujours un travail collectif.

Comment voyez-vous évoluer les besoins en matière de vérification environnementale ?

Les exigences vont continuer à se renforcer, portées à la fois par la réglementation internationale et par la pression des parties prenantes en faveur de la transparence climatique.

Je pense que nous verrons une demande croissante pour la vérification des émissions de GES bien au-delà de l'aviation, dans l'industrie, l'énergie, l'agriculture, et plus généralement dans toutes les chaînes de valeur soumises à des obligations de reporting carbone.

Les organismes de vérification devront monter en compétence sur des méthodologies de plus en plus précises, et anticiper l'évolution rapide des cadres réglementaires comme CORSIA, pour rester des partenaires fiables des entreprises engagées dans leur transition environnementale.

« Cette accréditation marque bien plus qu'une reconnaissance technique : elle affirme la capacité du BNA et de la Côte d'Ivoire à accompagner, selon les plus hauts standards internationaux, la transition environnementale du secteur aérien en Afrique... »





Quel message pour les organisations qui envisagent une démarche de certification ou d'accréditation ?

Je leur dirais que la rigueur ne doit jamais être perçue comme une contrainte, mais comme un véritable levier de progrès et de crédibilité. Une démarche d'accréditation demande du temps, de l'engagement et de la persévérance, mais les bénéfices en termes de confiance, de compétitivité et de reconnaissance sont durables. Mon conseil principal : impliquer toutes les équipes dès le départ, documenter avec sérieux, et considérer chaque difficulté rencontrée comme une opportunité d'amélioration continue plutôt que comme un obstacle.

En trois mots ?

Rigueur, Engagement, Persévérance. La rigueur, parce qu'elle est la condition même de la crédibilité d'une accréditation. L'engagement, parce que ce projet n'aurait pas pu réussir sans la mobilisation collective de toutes les équipes de BNA. Et la persévérance, parce que cette aventure a demandé de la constance face à un référentiel technique exigeant, jusqu'à l'aboutissement final.





**DOUBLEMENT
BON...**
› pour le goût
› pour la santé

vitalor®

PURE HUILE VÉGÉTALE



Fabriquée au Bénin par :

SHB Bohicon

+229 22 51 03 63 | +229 95 79 00 25

shb@shb-benin.com • www.shb-benin.com



Le choix des femmes Vaillantes





JOURNÉE MONDIALE DE L'ACCRÉDITATION

La 19ème édition de la Journée mondiale de l'accréditation s'est déroulée le 9 juin dernier. L'accréditation pour soutenir les innovations technologiques, renforcer la confiance dans le commerce mondial et favoriser un développement durable était la thématique retenue cette année. Retour sur les actions organisées par le SOAC à cette occasion.

ACCRÉDITATION : le socle invisible de la confiance

■ Innovation, sécurité, compétitivité et durabilité au cœur des échanges de la Journée mondiale de l'accréditation 2026

À l'occasion de la Journée mondiale de l'accréditation célébrée cette année sous le thème « Innovation, Confiance et Durabilité : la puissance de l'accréditation », un débat télévisé réunissant des experts de l'administration publique, du système d'accréditation, des organismes d'évaluation de la conformité et des organisations de consommateurs a permis de mettre en lumière le rôle essentiel de l'accréditation dans notre quotidien.

Souvent perçue comme un sujet réservé aux spécialistes, l'accréditation est pourtant présente dans de nombreux actes de la vie courante. Derrière une analyse médicale, un litre de carburant, un matériau de construction, un produit alimentaire ou encore une certification environnementale, se cache un mécanisme de confiance dont l'objectif est simple : garantir la fiabilité des résultats et protéger les utilisateurs.

Au fil des échanges, un constat s'est imposé : dans un monde où les innovations se multiplient et où les exigences des consommateurs sont de plus en plus fortes, la confiance ne peut plus être une simple promesse. Elle doit être démontrée.

Innover, oui... mais en toute sécurité

L'innovation constitue aujourd'hui un moteur essentiel de développement économique et de compétitivité. Qu'ils'agisse de technologies numériques, de nouveaux procédés industriels ou de produits de santé, les organisations sont appelées à innover pour répondre aux besoins des marchés et aux attentes des citoyens.

Cependant, les experts ont rappelé que toute innovation comporte également des risques potentiels. Risques sanitaires, risques techniques, risques environnementaux ou encore risques liés à la cybersécurité : autant d'éléments qui doivent être maîtrisés dès la phase de conception.



C'est précisément là qu'intervient l'évaluation de la conformité. Avant qu'un produit ou un service ne soit mis à disposition du public, des essais, contrôles, inspections ou certifications permettent de vérifier qu'il répond aux exigences applicables en matière de qualité, de sécurité ou de performance.

L'accréditation vient alors apporter une garantie supplémentaire en attestant de la compétence des organismes chargés d'effectuer ces évaluations.

« Contrôler le contrôleur » : la mission de l'accréditation

L'une des notions les plus marquantes du débat a été celle souvent résumée par l'expression : « **contrôler le contrôleur** ».

Si les laboratoires, organismes d'inspection ou organismes de certification vérifient la conformité des produits et services, qui garantit leur propre compétence ?

C'est précisément le rôle de l'accréditation.

À travers des évaluations rigoureuses, menées selon des normes internationales reconnues, les organismes d'accréditation s'assurent que les structures chargées des contrôles disposent des compétences techniques, des ressources et de l'impartialité nécessaires pour accomplir leur mission.

« L'accréditation, c'est finalement la confiance dans ceux qui produisent la confiance. »

Cette démarche constitue la pierre angulaire de la confiance dans les résultats d'essais, d'inspection, de certification ou de vérification.

Elle permet également la reconnaissance internationale des certificats et rapports délivrés, favorisant ainsi les échanges commerciaux et la compétitivité des entreprises.

Une réalité qui touche directement les consommateurs

Au-delà de son caractère technique, l'accréditation produit des effets très concrets sur la vie quotidienne des populations.

Les exemples évoqués lors du débat illustrent parfaitement cette réalité.

Lorsqu'un laboratoire médical fournit un résultat fiable permettant d'établir un diagnostic précis, lorsqu'un consommateur reçoit effectivement le volume de carburant qu'il a payé ou lorsqu'un produit alimentaire respecte les exigences de sécurité sanitaire, l'accréditation contribue indirectement à cette confiance.

Les intervenants ont également rappelé les conséquences parfois dramatiques de l'absence de contrôle ou du recours à des produits non conformes : médicaments de rue, matériaux de construction de qualité douteuse, appareils électriques défectueux ou produits alimentaires mal contrôlés.

Autant de situations qui démontrent que la qualité et la sécurité ne doivent jamais être considérées comme des options.



COMMUNICATION

L'accréditation au service de la durabilité

Le débat a également permis de mettre en évidence l'émergence de nouveaux domaines d'intervention pour l'accréditation.

Face aux enjeux climatiques et environnementaux, les organisations sont désormais appelées à démontrer la fiabilité de leurs données environnementales et de leurs engagements en matière de développement durable.

Dans ce contexte, de nouveaux organismes de vérification interviennent pour évaluer des informations telles que les émissions de gaz à effet de serre, les bilans carbone ou encore les performances environnementales des entreprises.

Cette évolution marque une étape importante dans le rôle de l'accréditation qui ne se limite plus aux seuls produits et services, mais contribue désormais à renforcer la crédibilité des démarches de transition écologique.

Une culture qualité à consolider

L'un des messages forts du débat concerne la nécessité de développer davantage la culture qualité au sein des organisations et auprès des consommateurs.

Les experts ont insisté sur l'importance de privilégier les produits et services issus de structures reconnues, de vérifier l'origine des certifications et de renforcer la sensibilisation aux enjeux de conformité.

Ils ont également souligné la nécessité d'accompagner davantage les petites et moyennes entreprises afin de leur permettre d'accéder aux démarches de certification et d'accréditation, véritables leviers de compétitivité et de confiance.

Une exigence pour aujourd'hui et pour demain

Au terme des échanges, une conviction commune s'est dégagée : l'accréditation constitue bien plus qu'un mécanisme technique.

Elle est un instrument de confiance au service de l'innovation, de la protection des consommateurs, de la compétitivité des entreprises et de la durabilité des économies.

À l'heure où les exigences en matière de qualité, de transparence et de responsabilité ne cessent de croître, elle apparaît plus que jamais comme un pilier essentiel du développement économique et social. Invisible pour beaucoup, mais indispensable pour tous, l'accréditation demeure l'un des fondements de la confiance dans notre société moderne.

5 enseignements majeurs du débat

- L'innovation doit intégrer la gestion des risques dès sa conception.
- L'accréditation garantit la compétence des organismes chargés de contrôler les produits et services.
- Elle protège les consommateurs en assurant la fiabilité des résultats et des certifications.
- Elle joue un rôle croissant dans la vérification des engagements environnementaux et climatiques.
- Elle constitue un levier stratégique de compétitivité, de confiance et de développement durable.

LE DÉBAT **THÈME**

COMMENT L'ACCRÉDITATION PROTÈGE EN SECRET VOTRE VIE DE TOUS LES JOURS ?

INVITÉS

**Emmanuel Tra Bi**
Président du CIN
DG de l'Industrie

**Marcel Gbaguidi**
DG (SOAC)

**Marius Comoé**
Président de la Fédération des Associations de Consommateurs de CI

**Olga Kouassi**
Présidente de l'AJOEC

**Marième Touré**
Ce MARDI
16 JUIN 2026

À 20h50 GMT

Sur **RTI 1**

RTI MOBILE
Téléchargez sur l'App Store
Téléchargez sur Google Play



COMMUNIQUÉ



LE COMITÉ IVOIRIEN DE NORMALISATION (CIN)
ET
LE SYSTÈME OUEST AFRICAIN D'ACCREDITATION (SOAC)

Vu le REGLEMENT N° 03/2010/CM/UEMOA PORTANT SCHEMA D'HARMONIE DES ACTIVITES D'ACCREDITATION, DE CERTIFICATION, DE NORMALISATION ET DE METROLOGIE DANS L'UEMOA.

Vu la LOI N° 2013 -886 DU 23 DÉCEMBRE 2013 RELATIVE À LA NORMALISATION ET A LA PROMOTION DE LA QUALITÉ EN CÔTE D'IVOIRE.

Vu le DECRET PRESIDENTIEL N° 2014-461 DU 06 AOÛT 2014 PORTANT MODALITES D'APPLICATION DE LA LOI N° 2013 -886
En ses articles 27 ; 28 ; & 31

PUBLIENT

LA LISTE DES ORGANISMES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ ACCREDITÉS CONFORMEMENT À LA RÉGLEMENTATION.

Au titre des Organismes de Certification : Certification de Produits

N°	ORGANISME D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ	DOMAINE TECHNIQUE
1.	Bureau de Conformité à la Durabilité (BCD) - ARS 1000	Certification Produit (CE)
2.	Bureau Norme Audit (BNA) - CE GlobalGAP	Certification Produit (CE)
3.	Bureau Norme Audit (BNA) - CE ITI	Certification Produit (CE)
4.	Bureau Norme Audit (BNA) - ARS 1000	Certification Produit (CE)

Au titre des Organismes de Certification : Système de Management

N°	ORGANISME D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ	DOMAINE TECHNIQUE
1.	APAVE Côte d'Ivoire (APAVE CI)	Certification Système (CS)
2.	Bureau Norme Audit (BNA)	Certification Système (CS)

Au titre des Organismes de Vérification

N°	ORGANISME D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ	DOMAINE TECHNIQUE
1.	Bureau Norme Audit (BNA) - Vérification	Vérification/Validation (VV)

Au titre des Organismes d'Inspection

N°	Organisme d'évaluation de la conformité	Domaine technique
1.	Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)	Inspection (INS)

Au titre des Laboratoires d'Étalonnage

N°	Organisme d'évaluation de la conformité	Domaine technique
1.	Laboratoire National d'essais de Qualité de Métrologie et d'analyses (LANEMA)-Pression	Étalonnages (ET)
2.	Laboratoire National d'essais de Qualité de Métrologie et d'analyses (LANEMA)-Température	Étalonnages (ET)

Au titre des Laboratoires d'Essai

N°	Organisme d'évaluation de la conformité	Domaine technique
1	BIOTITIALE	Essais (ES)
2	Bureau Veritas Côte d'Ivoire S.A.U. Abidjan	Essais (ES)
3	Bureau Veritas Côte d'Ivoire S.A.U. San Pedro	Essais (ES)
4	Bureau Veritas Mineral laboratories Abidjan	Essais (ES)
5	Direction du laboratoire Centrale de la Police (DLCP)	Essais (ES)
6	Enval laboratoire	Essais (ES)
7	KATOEN Natie CI Sa - Laboratoire Central d'Abidjan	Essais (ES)
8	La Société Pour Le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI)	Essais (ES)
9	Laboratoire & Expertises SA (LABEX)	Essais (ES)
10	Laboratoire de Géotechnique et de Contrôle (LAGECO)	Essais (ES)
11	Laboratoire de Géotechnique et de Matériaux (LABOGEM)	Essais (ES)
12	Laboratoire d'Essais, de Contrôle, d'Analyses et d'Assistance Technique (LECAT)	Essais (ES)
13	Laboratoire National de la Santé Publique (LNSP)- LCM	Essais (ES)
14	Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP)	Essais (ES)
15	Laboratoire National de la Santé Publique (LNSP)- LCM	Essais (ES)
16	Société Africaine de Cacao (SACO) San Pedro	Essais (ES)
17	Société Africaine des Plantations d'Hévéa (SAPH)	Essais (ES)
18	Société Générale de Surveillance - Côte d'Ivoire (SGS-CI)	Essais (ES)
19	VAGNY LAB Abidjan	Essais (ES)
20	VAGNY LAB San Pedro	Essais (ES)

Au titre des Laboratoires d'Analyses Médicales

N°	ORGANISME D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ	Domaine technique
1	Centre de Diagnostic et de Recherche en Santé (CeDRoS)-laboratoire de Biochimie et de Biologie Moléculaire	Biologie médicale (BM)
2	Centre de Diagnostic et de Recherche en Santé (CeDRoS) - Laboratoire de Microbiologie	Biologie médicale (BM)
3	Centre de Diagnostic et de Recherche en Santé (CeDRoS) - laboratoire d'hématologie et d'immunologie	Biologie médicale (BM)
4	Centre Hospitalier Régional Gagnoa (laboratoire du CHR Gagnoa)	Biologie médicale (BM)
5	Centre Hospitalier Universitaire - CHU ANGRE	Biologie médicale (BM)
6	Centre Intégré de Recherches Biocliniques d'Abidjan (CIRBA)	Biologie médicale (BM)
7	Clinique la Providence	Biologie médicale (BM)
8	Institut National de Santé Publique (INSP) (Laboratoire de Biologie et de Recherche Médicale)	Biologie médicale (BM)
9	Institut Pasteur - Côte d'Ivoire - Unité des Mycobactéries Tuberculeuses et Atypiques	Biologie médicale (BM)
10	Institut Pasteur - Côte d'Ivoire-Département des Virus Épidémiques (DVE/IPCI)	Biologie médicale (BM)
11	Laboratoire de l'Hôpital Général de San Pedro	Biologie médicale (BM)
12	Laboratoire Docteur Pierre Montagnier « IEX LABO »	Biologie médicale (BM)
13	Laboratoire RETROCI/CDC	Biologie médicale (BM)

Pour plus de détails sur les portées d'accréditation et les contacts des structures, se référer au site web du SOAC accessible via www.soacwaas.org.



L'ŒIL DU COMMUNICATEUR

Qualité et confiance : ce que j'ai appris en observant les organisations

Il y a une question que je me pose souvent lorsque je rencontre des dirigeants, des responsables qualité ou des porteurs de projets :

Pourquoi certaines organisations inspirent-elles naturellement confiance alors que d'autres peinent à convaincre, même lorsqu'elles font du bon travail ?

Avec le temps, j'ai compris que la réponse ne se trouve pas uniquement dans leurs performances, leurs équipements ou leurs résultats.

Elle se trouve dans quelque chose de plus profond : la confiance.

Et cette confiance se construit à la rencontre de deux univers que l'on oppose parfois à tort : la qualité et la communication.

► **Faire les choses bien ne suffit plus**

Pendant longtemps, beaucoup d'organisations ont pensé que la qualité parlait d'elle-même.

L'idée était simple : si le travail est bien fait, les résultats finiront par parler.

Mais le monde a changé.

Aujourd'hui, nous vivons dans un environnement où chacun veut comprendre, vérifier et être rassuré.

Les clients posent davantage de questions.

Les partenaires demandent des preuves.

Les investisseurs recherchent de la transparence.

Les citoyens attendent de la cohérence entre les discours et les actions.

Dans ce contexte, faire les choses bien reste indispensable. Mais cela ne suffit plus.

Il faut également être capable d'expliquer ce qui est fait, pourquoi cela est fait et sur quelles garanties cela repose.

► **Derrière chaque certificat, il y a une histoire**

Lorsque nous parlons d'une certification, d'une accréditation ou d'une vérification, nous avons souvent tendance à nous concentrer sur l'aspect technique.

Pourtant, derrière chaque certificat obtenu, il y a des mois de travail.

Il y a des équipes mobilisées.

Il y a des exigences respectées.

Il y a des défis surmontés.

Il y a parfois des doutes, des remises en question et beaucoup d'efforts.

La communication a justement pour rôle de révéler cette réalité.

Non pas pour faire de la publicité.

Mais pour permettre aux parties prenantes de comprendre la valeur de ce qui a été accompli.

Parce qu'une reconnaissance qui n'est pas comprise perd une partie de son impact.

► **La confiance ne se réclame pas, elle se démontre**

C'est probablement l'une des plus grandes leçons que j'ai apprises en travaillant dans l'univers de la qualité.

On ne demande pas aux gens de nous faire confiance.

On leur donne des raisons de le faire.

C'est précisément ce que permettent les certifications, les inspections, les vérifications et les accréditations.

Elles apportent des preuves.

Elles montrent qu'une organisation a accepté de se soumettre au regard d'un tiers indépendant.

Elles démontrent que les engagements affichés reposent sur des faits.

Et lorsque ces preuves existent, la communication joue alors un rôle essentiel : les rendre accessibles, compréhensibles et utiles.

► L'accréditation : bien plus qu'une reconnaissance technique

Cette année, la Journée mondiale de l'accréditation est célébrée sous le thème :

« Innovation, Confiance, Durabilité : la Puissance de l'Accréditation ».

*À mes yeux, le mot le plus important de cette thématique est sans doute le mot confiance.
Car au fond, c'est ce que recherchent toutes les parties prenantes.*

*La confiance du client.
La confiance du partenaire.
La confiance du régulateur.
La confiance du consommateur.*

*L'accréditation joue un rôle fondamental dans cette construction.
Elle rassure.
Elle crédibilise.
Elle apporte une garantie supplémentaire dans un monde où les exigences sont de plus en plus fortes.*

► Une responsabilité partagée

En tant que communicant, je suis convaincu que la confiance n'est pas uniquement l'affaire des responsables qualité ou des dirigeants.

C'est une responsabilité collective.

*Chaque action compte.
Chaque message compte.
Chaque engagement tenu compte.*

La communication n'a pas pour mission de créer artificiellement la confiance.

Elle a pour mission de mettre en lumière les preuves qui la fondent.

Et c'est toute la différence.





**La seule norme internationale
pour le professionnalisme, la
transparence, et la crédibilité
des médias d'information**



**La confiance
dans les
sources fiables**

Norme initiée par Reporters
sans frontières (RSF) qui
s'inscrit dans le mandat de
l'ONG : soutenir le droit, pour
chaque être humain, d'avoir
accès à une information libre
et fiable.

RSF REPORTERS
SANS FRONTIÈRES



Donnons de la valeur à nos produits
locaux et la confiance aux consommateurs.

comme moi
Consomme
sain et sûr

Label Fruits Qualité Côte d'Ivoire





LABEL GECE : QUAND L'ÉGALITÉ DEVIENT UN LEVIER DE PERFORMANCE



Longtemps perçue comme une question essentiellement sociale, l'intégration du genre dans la gouvernance des organisations s'impose aujourd'hui comme un véritable facteur de performance et de compétitivité.

C'est dans cette logique qu'a été développé le Label GECE (Genre et Compétitivité des Entreprises), une initiative qui vise à accompagner les entreprises et organisations dans la mise en place de pratiques favorisant l'égalité des chances tout en renforçant leur efficacité organisationnelle.

Plus qu'une distinction, le Label GECE constitue un outil de transformation. Il met à la disposition des organisations des mécanismes d'analyse, de diagnostic, de planification et de suivi, leur permettant d'améliorer la gestion de leurs ressources humaines, de promouvoir le leadership féminin et de renforcer leur responsabilité sociétale.

L'ambition du label repose sur une conviction simple : une organisation qui valorise pleinement les compétences de l'ensemble de ses collaborateurs dispose d'un avantage concurrentiel durable.

► Des bénéfices concrets pour les organisations

La démarche GECE contribue notamment à :

- renforcer la compétitivité des organisations ;
- améliorer la productivité des équipes ;
- développer la marque employeur ;
- accroître l'attractivité auprès des talents ;
- renforcer les politiques RSE et ESG ;
- favoriser un climat social plus inclusif ;
- améliorer la gouvernance et la performance globale.

Le label encourage également les organisations déjà engagées dans une démarche d'égalité professionnelle à poursuivre leurs efforts et à partager leurs bonnes pratiques.

► Une première référence : la CNPS

La dynamique est désormais engagée. La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) est devenue la première organisation certifiée



Label GECE en Côte d'Ivoire. Cette reconnaissance a été renouvelée en 2026, confirmant la pérennité de son engagement en faveur de l'égalité des chances et de la performance organisationnelle.

Cette expérience démontre que les exigences du label peuvent être intégrées avec succès dans les pratiques de management et produire des résultats durables.

► Une nouvelle étape avec le RIGRH

Dans le cadre d'un partenariat avec le Réseau Ivoirien des Gestionnaires des Ressources Humaines (RIGRH), un projet d'accompagnement d'une cinquantaine d'entreprises vers la certification GECE est actuellement en cours.

Cette initiative marque une étape importante dans la diffusion des bonnes pratiques de gestion inclusive des ressources humaines et dans la promotion d'un modèle de développement où la performance économique et l'équité progressent ensemble.

Au-delà de la certification, l'objectif est de créer une véritable communauté d'organisations engagées dans l'amélioration continue de leurs pratiques managériales.

► Une perspective d'avenir

À travers le développement du Label GECE, c'est une nouvelle vision de la performance qui se construit : une performance fondée sur la valorisation du capital humain, l'égalité des opportunités et la responsabilité sociale.

Dans un environnement économique de plus en plus exigeant, les organisations qui sauront faire de l'inclusion un levier stratégique disposeront d'un avantage déterminant pour attirer les talents, renforcer leur compétitivité et assurer leur croissance durable.

GECE EN BREF

- 1 organisation certifiée : la CNPS
- Certification renouvelée en 2026
- 50 entreprises visées par le nouveau programme d'accompagnement
- Un partenariat stratégique avec le RIGRH
- Un objectif : faire du genre un levier de compétitivité et de performance durable

NORMALISS : UN LABEL POUR RENFORCER LA CONFIANCE DANS L'ALIMENTATION



Contrôler pour rassurer



Quand la qualité devient accessible aux entreprises agroalimentaires

Lorsqu'on parle de sécurité sanitaire des aliments, de qualité ou encore de certification, beaucoup pensent immédiatement à de grandes entreprises disposant de moyens importants et de systèmes déjà bien structurés. Pourtant, sur le terrain, la réalité est souvent différente.

Au cours de nos échanges avec les transformateurs, les coopératives, les unités artisanales et les PME agroalimentaires, un constat revenait régulièrement : la volonté de produire mieux existe, mais l'accès aux démarches qualité demeure parfois complexe, coûteux ou insuffisamment adapté aux réalités des petites structures.

C'est précisément de cette réalité qu'est née l'idée du Label NORMALISS. Notre ambition n'était pas de créer un label de plus.

Nous voulions proposer une solution concrète, progressive et accessible, permettant aux entreprises agroalimentaires d'améliorer leurs pratiques tout en valorisant leurs efforts auprès des consommateurs et du marché.

► Une réponse construite pour les entreprises

NORMALISS est le fruit d'une réflexion menée à partir des besoins réels du secteur.

À travers les études réalisées et les échanges avec les différents acteurs de la chaîne de valeur agroalimentaire, plusieurs défis sont apparus :

le respect des règles d'hygiène, la maîtrise des conditions de production, la traçabilité, la gestion des risques sanitaires et, surtout, le besoin de renforcer la confiance autour des produits locaux.

Face à ces enjeux, nous avons conçu NORMALISS comme une démarche simple à comprendre, pratique à mettre en œuvre et adaptée au niveau de maturité des entreprises.

L'objectif n'est pas de sanctionner ou d'exclure.

L'objectif est d'accompagner, de faire progresser et de permettre aux entreprises d'avancer étape par étape vers de meilleures pratiques.

► Plus qu'un label, un outil de progrès

Au-delà de la reconnaissance qu'il apporte, NORMALISS constitue avant tout un véritable outil d'amélioration continue.

À travers des exigences portant notamment sur l'hygiène, l'environnement de production, le nettoyage, la gestion des déchets, la maîtrise des équipements ou encore l'organisation documentaire, les entreprises sont encouragées à structurer progressivement leur fonctionnement.

Chaque amélioration réalisée contribue non seulement à la qualité du produit final, mais également à la confiance accordée par les consommateurs. Car, au fond, la qualité commence toujours par la confiance.



► Des résultats qui encouragent à aller plus loin

Quelques mois seulement après son lancement officiel, les premiers résultats sont déjà visibles.

Des entreprises se sont engagées volontairement dans la démarche. Certaines ont déjà obtenu leur certification tandis que d'autres poursuivent leur parcours vers la conformité.

Au-delà des chiffres, ce sont surtout les changements observés sur le terrain qui sont encourageants : une meilleure prise en compte des règles d'hygiène, une plus grande sensibilisation aux enjeux de sécurité alimentaire et une volonté croissante des entreprises de s'inscrire dans une démarche de qualité durable.

Ces premiers résultats confirment que le besoin existe et que les acteurs du secteur sont prêts à s'engager lorsque les solutions proposées sont adaptées à leur réalité.





► Une dynamique collective qui se construit

L'une des grandes satisfactions de cette première phase de développement est l'intérêt manifesté par plusieurs partenaires engagés dans l'accompagnement des entreprises.

La signature d'une convention avec la Fondation SEPHIS dans le cadre du programme AWF AGRI ouvre de nouvelles perspectives pour l'autonomisation économique de 1 000 jeunes femmes entrepreneures de l'agro-transformation.

Le partenariat conclu avec le RET-PACI permettra quant à lui de rapprocher davantage NORMALISS des agro-transformatrices ivoiriennes et de promouvoir les bonnes pratiques de qualité au sein du secteur. Enfin, la collaboration engagée avec l'ADCI contribuera à faciliter l'accès des entreprises à la certification et à renforcer leur compétitivité.

Ces partenariats démontrent que la qualité ne se construit jamais seule. Elle se développe grâce à l'engagement collectif des institutions, des organisations professionnelles, des partenaires techniques et des entreprises elles-mêmes.



► Construire l'avenir de NORMALISS

Aujourd'hui, nous regardons déjà vers la prochaine étape. Les réflexions engagées autour du futur niveau « NORMALISS OR » traduisent notre volonté d'accompagner les entreprises vers des niveaux de performance toujours plus élevés.

À terme, cette évolution pourrait permettre de franchir une nouvelle étape avec la mise en place d'une véritable certification produit, offrant davantage de garanties aux consommateurs et davantage d'opportunités aux entreprises.

Mais au-delà des labels, des distinctions ou des certificats, notre ambition reste la même : contribuer à faire de la qualité un réflexe, de la sécurité alimentaire une priorité et de la confiance un avantage compétitif pour les entreprises agroalimentaires ivoiriennes.

Car derrière chaque produit de qualité, il y a une entreprise qui s'engage.

Et derrière chaque entreprise qui s'engage, il y a des consommateurs qui méritent d'avoir confiance.

NORMALISS EN CHIFFRES

- 5 entreprises engagées
- 2 entreprises certifiées
- 3 entreprises en cours de certification
- 1 000 femmes entrepreneures concernées par le programme AWF AGRI
- 3 partenariats stratégiques signés (SEPHIS, RET-PACI, ADCI)
- Projet de création du niveau NORMALISS OR
- Perspective d'évolution vers une certification produit

ACTUALITÉS



LES NORMES AU SERVICE DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES EXPORTATRICES

BNA participe à « La Matinale de l'Export »

Le 30 avril 2026, Bureau Norme Audit (BNA) a pris part à La Matinale de l'Export, une rencontre consacrée aux enjeux de la conformité aux normes internationales pour les entreprises tournées vers les marchés extérieurs. Cette participation a permis de rappeler le rôle stratégique de la qualité dans le développement des exportations.

Invitée en qualité de panéliste, Mme Olga Kouassi, Directrice Générale de BNA, a partagé son expertise sur les enjeux liés à la conformité aux normes internationales et leur impact sur la compétitivité des entreprises.

Les échanges ont mis en évidence que la maîtrise des exigences normatives ne constitue plus uniquement une obligation réglementaire, mais un véritable avantage stratégique pour les entreprises souhaitant conquérir de nouveaux marchés.

Cette rencontre a également permis d'échanger avec les opérateurs économiques sur les dispositifs d'évaluation de la conformité disponibles en Côte d'Ivoire et sur le rôle des organismes de certification dans la sécurisation des échanges commerciaux.

Exporter durablement passe d'abord par la maîtrise des exigences de qualité.



BNA CÉLÈBRE LES 60 ANS DE L'ENSA

Une présence aux côtés des acteurs de l'agriculture ivoirienne

Le 7 au 9 mai 2026, Bureau Norme Audit a participé aux célébrations marquant le 60^e anniversaire de l'École Nationale Supérieure d'Agronomie (ENSA) à Yamoussoukro.

Cette participation a permis à BNA de promouvoir la culture qualité auprès des étudiants, des chercheurs, des entrepreneurs agricoles et des partenaires institutionnels.

À travers sa présence, BNA a rappelé le rôle de l'évaluation de la conformité dans la valorisation des productions agricoles, le renforcement de la sécurité alimentaire et l'amélioration de la compétitivité des filières.

Les nombreux échanges avec les étudiants, chercheurs, entrepreneurs et professionnels ont confirmé l'intérêt croissant des acteurs du secteur pour les démarches qualité.

ACTUALITÉS



UNE NOUVELLE ÉTAPE POUR LA VÉRIFICATION ENVIRONNEMENTALE

Le SOAC remet officiellement à BNA son accréditation ISO/IEC 17029

Le 13 mai 2026, Bureau Norme Audit a officiellement reçu son accréditation ISO/IEC 17029 des mains du Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC).

Cette reconnaissance permet désormais à BNA de réaliser des activités de vérification dans le cadre du mécanisme international CORSIA de l'OACI relatif aux émissions de gaz à effets de serre de l'aviation civile.

Au-delà d'une nouvelle accréditation, cette distinction traduit la volonté de BNA d'accompagner les transitions environnementales et de mettre à disposition des États et des entreprises une expertise reconnue en matière de vérification.



BNA AU RENDEZ-VOUS DE L'AFRICA QSHE FORUM

Trois jours d'échanges autour de la qualité et de la performance durable

Du 21 au 23 mai 2026, les équipes de Bureau Norme Audit ont pris part à l'édition 2026 de l'Africa QSHE Forum, organisée à Abidjan.

Ce rendez-vous continental a réuni des experts, entreprises et des institutions autour des enjeux liés à la qualité, à la santé-sécurité, à l'environnement et à la performance durable.



SENSIBILISER LES ÉTUDIANTS AUX MÉTIERS DE LA QUALITÉ

BNA anime une Master Class à l'ESMA

Le 28 mai 2026, Bureau Norme Audit est intervenu à l'École de Spécialités Multimédia (ESMA) dans le cadre de son programme de conférences professionnelles.

À travers le thème « Qualité, Journalisme et Norme JTI : quelles opportunités d'insertion professionnelle pour les étudiants ? », les intervenants ont présenté les nouvelles perspectives offertes par les métiers de l'évaluation de la conformité ainsi que les opportunités qu'offrent des référentiels internationaux comme la Journalism Trust Initiative (JTI).

Cette rencontre a suscité un vif intérêt et a confirmé la nécessité de rapprocher davantage le monde académique des acteurs de la qualité.



SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS : SENSIBILISER POUR MIEUX PROTÉGER

BNA marque la Journée mondiale de la sécurité sanitaire des aliments

À l'occasion de la Journée mondiale de la sécurité sanitaire des aliments, célébrée le 7 juin, Bureau Norme Audit a publié, le 8 juin 2026, une interview de son Directeur Qualité, Accréditation et Développement, M. Wilfried Kouamé.

Cette prise de parole a permis de rappeler l'importance des systèmes de management de la sécurité des denrées alimentaires et du rôle de la certification dans la protection des consommateurs, tout en promouvant une culture de la qualité accessible à tous.



LE SOAC PRÉSENTE SON BILAN 2018-2025 AU GOUVERNEMENT IVOIRIEN

Une dynamique régionale qui renforce la confiance

Le 22 juin 2026, une délégation du Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC) a été reçue par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat afin de présenter le bilan de ses activités pour la période 2018-2025.

Bureau Norme Audit salue les avancées réalisées par le SOAC dans le renforcement de l'infrastructure qualité de l'espace UEMOA. BNA se réjouit également de la contribution de sa Directrice Générale, Mme Olga Kouassi, qui siège en qualité d'Administratrice du SOAC et participe aux orientations stratégiques de l'organisme régional d'accréditation.



ILS NOUS ONT FAIT CONFIANCE



ISO 17065

par SOAC,
N° CE23001
N° CE23001-1
N° CE23001-2

ISO 17021-1

par SOAC,
N° CS20001

ISO 17029

par SOAC,
N° VV25002